

# Le christianisme face au sécularisme militant

En s'opposant avec ferveur à toute manifestation de religiosité, le sécularisme militant gagne de plus en plus l'Europe. Au débat sur la mention des racines chrétiennes de l'Europe dans la future Constitution européenne a succédé celui sur l'interdiction de porter les signes religieux dans les écoles publiques en France. Derechef, le sécularisme se proclame comme le seul système légitime sur lequel peut s'édifier le nouvel ordre en Europe et en dehors d'elle.

Le désir de bannir la religion de la sphère sociale, de la reléguer à la périphérie de l'existence humaine: ce sont les objectifs du libéralisme contemporain, inspiré par les Lumières avec leur approche particulière de la liberté et de la tolérance. La tolérance envers les religions concerne ceux de leurs aspects qui sont politiquement corrects et ne contredisent pas ce qu'on appelle «les valeurs universelles». Le reste est limité, interdit, voire déraciné.

L'opposition catégorique de certains hommes politiques européens à la mention de l'héritage chrétien dans la Constitution, ainsi que celle de certains hommes d'État français à la manifestation de la foi en public ne sont que la partie émergée de l'iceberg. Derrière ces phénomènes s'observe l'attaque systématique du sécularisme contre les vestiges de la civilisation chrétienne sur notre continent. Cette attaque se fait au nom de la démocratie, des valeurs libérales et des droits de l'homme. Cependant, on remet en question le droit fondamental de l'homme, celui de confesser ouvertement sa foi en Dieu; on met en danger le droit de la communauté humaine de fonder sa vie sur une vision religieuse du monde.

## *Le sécularisme militant comme pseudo religion*

Lorsqu'en 1917 la Russie s'est trouvée aux mains des Bolcheviks, un des principaux points de leur programme idéologique est devenu la lutte avec la religion sous toutes ses formes. Dans les années 1920-30 cette lutte avait l'aspect d'un véritable génocide. La hache de l'athéisme n'a épargné personnes: ni évêques, ni clercs, ni moines, ni moniales, ni laïcs. Le sort amer des clercs déportés était partagé par leurs femmes et enfants; ces derniers étaient taxés d'enfants des ennemis du peuple, ils étaient internés dans des écoles spéciales où on leur inculquait l'athéisme. Les persécutions ont touché tous les croyants: orthodoxes, catholiques, protestants, musulmans, bouddhistes et juifs. Toute cette lutte était déployée au nom de la liberté, de la fraternité et de l'égalité.

La liberté était conçue de manière très limitée lorsqu'elle concernait la religion. La constitution stalinienne de 1929 reconnaissait la liberté des cultes et de la propagande athéiste. Autrement dit, seul l'athéisme était autorisé à faire de la propagande; la prédication religieuse était officiellement interdite. Dans la réalité, l'appartenance d'un homme à une religion était conçue comme le défi à la société soviétique, même s'il n'en faisait aucune prédication. A d'autres époques, surtout dans les années 20 et 30 être croyant signifiait mettre en danger sa propre vie et celle de ses proches.

La cause de la haine que les communistes russes avaient à l'égard de la religion consiste en ce que, selon Berdiaev, le communisme se considérait comme une sorte de religion qui est venue supplanter le christianisme. L'hostilité du communisme vis-à-vis de la foi en Dieu est engendrée par ses prétentions au monopole en tant que système philosophique. Puisque l'homme, selon Berdiaev, est un «animal religieux», alors «lorsqu'il nie le Dieu véritable et unique, il se crée des faux dieux, des idoles et les adore». Dans ce sens le communisme russe est devenu une anti-religion, une pseudo religion pour des millions des personnes qui ont été arrachées de force de la foi de leurs pères.

Le communisme a créé non seulement une idéologie, mais également un culte dont la composante était l'adoration des idoles que sont les dirigeants du Parti dont les portraits décoraient toutes les salles des bâtiments publics. Un système de symboles avait été forgé; son objectif était d'éradiquer de la mémoire humaine la symbolique religieuse: la croix et les icônes ont été remplacées par l'étoile, le marteau et la faucille. D'ailleurs les symboles religieux étaient violemment persécutés, parce qu'ils constituaient un défi à la société athée.

Cette situation a perduré jusque dans les années 1970-80. Je me souviens très bien du temps où les instituteurs arrachaient aux enfants la croix qu'ils trouvaient par hasard sous la chemise de l'élève. Avec autant de fanatisme, ils imposaient aux élèves le port de la cravate rouge sans laquelle un enfant ne pouvait apparaître dans un endroit public.

Le sécularisme qui prospère aujourd'hui en Europe est lui aussi une pseudo religion qui a ses dogmes, ses normes, son culte et sa symbolique. A l'instar du communisme russe du XX siècle, il prétend au monopole et ne supporte aucune concurrence. Pour cette raison, les leaders du sécularisme réagissent maladivement à toute manifestation religieuse et à la mention du nom de Dieu. «Si Dieu n'existait pas, il aurait fallu l'inventer», disait Voltaire. «Même si Dieu existe, il ne faut pas en parler», nous disent les libéraux d'aujourd'hui qui considère que Dieu n'a pas de place dans l'existence sociale. Ils croient que la mention de Dieu dans les documents officiels porte atteinte aux droits des

agnostiques et des non-croyants. Cependant, on oublie que l'interdiction de mentionner Dieu et de porter les signes religieux est une discrimination des croyants à qui on refuse le droit de confesser ouvertement leur foi.

Le sécularisme actuel, tout comme l'athéisme russe, se considère comme le substitut du christianisme. C'est pour cela qu'il ne peut rester neutre et indifférent à l'égard de ce dernier. Il lui est ouvertement hostile.

D'ailleurs un des arguments contre la mention du christianisme dans le préambule de la Constitution européenne a été le danger de vexer les sentiments des musulmans et d'empêcher l'intégration de la Turquie dans l'Union européenne. Cet argument est faux d'emblée: premièrement, la Turquie se considère comme un pays laïc; deuxièmement, rien ni personne n'empêche que l'islam, le judaïsme et les autres religions traditionnelles y soient également mentionnés. Par ailleurs, la Turquie, où plus d'un million d'Arméniens ont été massacrés au début du XX siècle, où les colonies grecques et assyriennes ont été quasiment réduites à néant, le pays dont la culture chrétienne est tombée en ruine, n'est pas le meilleur exemple de la coexistence pacifique des religions dans le cadre d'un État laïc. Même de nos jours, où la Turquie désire rejoindre l'Union européenne, l'état des communautés chrétiennes laisse désirer le meilleur. Il y existe toujours l'interdiction pour les représentants de toutes les religions de porter des signes extérieurs et le christianisme y demeure sous une haute surveillance de la part des autorités<sup>1</sup>.

### *Les valeurs religieuses et universelles*

Qu'entendons-nous par les valeurs religieuses et pourquoi ces dernières ne coïncident pas toujours avec celles qu'on appelle universelles et qui constituent le fondement de l'humanisme séculier ? Avant tout, il faut souligner que dans le christianisme la valeur suprême et absolue, le seul critère de la vérité est le Dieu unique qui s'est révélé dans la personne de Jésus-Christ. C'est Dieu qui est pour les chrétiens la source des normes sociales et juridiques; les préceptes du Christ sont pour nous la loi éthique irremplaçable. Les valeurs chrétiennes sont théocentriques et christocentriques. L'humanisme séculier est, en revanche, anthropocentrique, car il conçoit l'homme comme la «mesure de toute chose», comme la valeur absolue et le critère de la vérité. Le christianisme part du principe que la nature humaine est détériorée par le péché et a besoin d'une guérison et d'une divinisation. Pour cette raison, l'Église ne peut pas «recevoir positivement une organisation du monde dont le centre serait la nature humaine

---

<sup>1</sup> L'auteur de ces lignes a célébré il y a quelques années une liturgie dans une église arménienne laissée à l'abandon en Turquie. Pour la célébration, il a fallu une autorisation spéciale de la part des autorités civiles. Ces dernières ont envoyé deux agents dont un se tenait pendant tout l'office à mes côtés et filmait chacun de mes gestes, tandis que l'autre photographiait tous les participants. Telle est la liberté du culte à la turque.

obscurcie par le péché» (*Doctrine sociale*, XVI.4). L'humanisme ignore la notion du péché et n'admet d'autres limites à la liberté de l'individu que les lois qui défendent la liberté des individus qui l'entourent.

En parlant des valeurs «chrétiennes» et «universelles», je reconnais les faiblesses de ces deux expressions. Peut-on parler des valeurs universelles, alors que chaque civilisation, chaque culture et chaque peuple possèdent leurs propres repères qui quelquefois sont loin de coïncider avec ceux des autres ? D'autre part, comment peut-on parler des valeurs chrétiennes, alors qu'une grande partie des communautés protestantes revoient les fondements même de la doctrine dogmatique et éthique du christianisme, en les adaptant aux exigences du siècle. Ainsi, il serait peut-être plus juste de parler plutôt des valeurs «traditionnelles» et «libérales», comme c'est le cas de certains documents officiels du Patriarcat de Moscou. On pourrait encore parler du conflit entre la foi et l'absence de foi, entre la conception religieuse du monde et l'humanisme séculier.

Beaucoup d'exemples de contradictions entre ces deux systèmes de valeurs sont cités dans les *Fondements de la doctrine sociale de l'Église orthodoxe russe* qui de manière systématique établit la priorité des valeurs religieuses sur celle de l'humanisme. De mon côté, j'en citerai quelques-uns extraits de l'histoire et de l'actualité pour illustrer cette dissension.

Du point de vue du droit séculier contemporain, le plus grand des crimes est l'atteinte à la vie d'une autre personne, à la propriété privée et de l'État, à la paix de la société. Ce sont ces forfaits qui sont le plus durement réprimés. En même temps, la loi qui condamne le criminel qui a tué quelqu'un, en protège la vie en vertu de la valeur absolue de la vie humaine.

Dans la conception religieuse la vie terrestre de l'être humain n'a pas la valeur absolue. Les plus grands crimes y sont non ceux qui sont dirigés contre l'homme, mais ceux qui atteignent Dieu. C'est pour cette raison que dans les civilisations anciennes, ce qui était le plus sévèrement puni était le blasphème. Dans les traditions gréco-romaines et juives, celui qui avait porté atteinte à ce qui est sacré était mis à mort. Cependant, chez beaucoup de peuples le criminel pouvait chercher refuge auprès du sanctuaire. Bien que cela paraisse absurde à l'homme contemporain, la même loi qui châtiât le criminel de mort lui accordait le droit de se réfugier dans le temple. L'arrestation dans un sanctuaire était considérée comme un crime.

L'autre exemple est de l'ordre de l'architecture. Dans l'Empire byzantin et en Occident, les fortifications étaient érigées avec l'objectif que l'église demeure le dernier refuge en cas d'assaut. Du point de vue de la stratégie militaire

d'aujourd'hui cela peut sembler une folie. Mais il n'en est pas ainsi pour les croyants.

Les chefs-d'œuvre d'architecture des temps d'autrefois ont été consacrés à Dieu et sont le fruit de la foi ardente de leur créateurs. Tant que la conception religieuse du monde était dominante les hommes n'ont construit aucun palais qui aurait surpassé par sa taille le temple dédié à la divinité. L'édifice le plus imposant de l'Empire byzantin était l'église Sainte-Sophie. Chaque ville russe avait autrefois l'église dans l'endroit le plus pittoresque. «Le meilleur à Dieu, le reste à nous»: c'est ce que disaient nos ancêtres et cette expression récapitulait leur choix de vie.

Le monde contemporain séculier, avec son culte de la consommation et son orientation au bien-être matériel, a de plus en plus de mal à comprendre la motivation de ceux qui ont construit des cathédrales majestueuses qui restent aujourd'hui l'œuvre la plus belle de l'architecture européenne. Cependant, de nos jours certains peuples continuent à construire des cathédrales, mais cela arrive généralement en dehors de l'Europe occidentale se trouvant sous le joug du sécularisme militant. Il y a dix ans, en Côte d'Ivoire, où les problèmes de la famine sont loin d'être résolus, on a construit une cathédrale catholique qui par sa taille dépasse la basilique Saint-Pierre de Rome. Le chantier était accompagné de débats vifs au cours desquels il a été souligné que l'édification d'une telle église dans un pays aussi pauvre était déplacée. De tels débats ont accompagné la reconstruction de la cathédrale du Christ Sauveur à Moscou; la Russie étant également un pays avec de grands problèmes économiques et dont plus d'un quart de la population est au-dessous du seuil de pauvreté. Cependant, pour ceux qui construisaient ces églises, la question économique ne se posait pas: ils étaient mus par la foi et le désir de consacrer à Dieu le plus précieux de ce qu'ils possèdent.

Des hommes attachés aux valeurs religieuses vivent non seulement en Côte d'Ivoire ou en Russie, mais également en Europe occidentale. Selon les statistiques, dans la plupart des pays européens entre 60 et 95 % de la population continue de se dire chrétienne. Néanmoins, le nombre de pratiquants diminue sans cesse. Le sécularisme déploie tous ses efforts afin de rendre le christianisme démodé, de le présenter comme une survivance inutile du passé, de le remplacer par des idées plus «progressives». Le travail se fait en particulier avec la jeunesse qui, inspirée par les idées séculières, devient de plus en plus anti-chrétienne et anti-religieuse.

*L'orthodoxie face au sécularisme militant*

Dans sa lutte avec la religion le sécularisme vise avant tout l'Église catholique. Ainsi, c'est plutôt l'Église catholique qui est aujourd'hui le principal adversaire du sécularisme et du libéralisme. Toutefois, le continent européen compte de nombreux protestants et plus de 200 millions d'orthodoxes. La réponse des protestants au défi du sécularisme est – hélas – un éloignement progressif des normes théologiques et éthiques fondamentales du christianisme et l'adaptation à l'esprit du siècle. Quelle sera la réponse de l'Église orthodoxe? Qui sont ses principaux alliés dans la lutte pour le droit de construire sa vie conformément au principe de la supériorité des valeurs religieuses ?

Je suis profondément convaincu qu'en Europe notre principal allié est l'Église catholique. Des problèmes, qui existent dans les relations entre nos deux Églises, doivent, bien sûr, être résolus, mais il faut les localiser et les transmettre à la compétence des commissions bilatérales. Quant au champ social européen, les orthodoxes et les catholiques doivent trouver le moyen de témoigner ensemble devant le monde déchristianisé. Le conflit actuel entre les Églises orthodoxe et catholique n'est pas opportun (mais y a-t-il des conflits opportuns ?) car il s'est attisé au moment où, plus que jamais, le témoignage unique des deux Églises traditionnelles, unies par la foi commune et les soucis communs, est nécessaire.

Dans certains domaines nos alliés dans la défense des valeurs traditionnelles peuvent être l'islam et le judaïsme. Le débat français sur le voile a concerné toutes les religions, bien qu'à l'origine le projet de la loi interdisant les signes religieux n'ait concerné que les musulmans. Pour cette raison, les chrétiens ont protesté contre elle ensemble avec les musulmans et les juifs. L'élargissement du dialogue interreligieux devient dans ce contexte de plus en plus actuel. Il faut considérer positivement le développement de ce dialogue en Russie et dans les pays de la CEI qui a amené à la création du Conseil interreligieux des pays de la CEI. Il reste à souhaiter qu'un conseil semblable puisse être créé dans le cadre de l'Union européenne et que les orthodoxes en fassent partie ensemble avec les catholiques, les protestants, les musulmans et les juifs.

Jusqu'à présent l'influence de l'orthodoxie sur les processus européens était quasiment inexistante. Dans les pays majoritairement catholiques ou protestants l'orthodoxie restait peu connue. Elle ne jouait aucun rôle dans la sphère sociale. Cette situation va certainement changer avec l'entrée dans l'Union européenne des pays comme Chypre, la Bulgarie et la Roumanie. Ensemble avec la Grèce qui est membre de l'Union européenne depuis 1974, avec les pays baltes et les autres pays européens avec une importante minorité orthodoxe, ces pays vont constituer le «lobby orthodoxe» qui sera assez important pour mener un dialogue systématique avec les institutions européennes. Il est important que les responsables religieux orthodoxes puissent prendre part dans ce dialogue ensemble avec les hommes politiques.

Un tel dialogue est aujourd'hui indispensable, car la chrétienté orthodoxe subit désormais les mêmes coups de la part du sécularisme que le catholicisme. En 2003, le Parlement européen a voté pour l'abolition de l'interdiction pour les femmes d'accéder au Mont Athos, parce que cette interdiction contredit les principes de l'égalité des sexes et de la libre circulation des citoyens sur le territoire européen. Cette résolution a manifesté l'insensibilité totale des députés européens envers le statut particulier de la république monastique orthodoxe où cette interdiction existe depuis mille ans. Les députés ne se soucient pas du fait que l'abolition d'une tradition millénaire amènera inévitablement à la destruction de la vie monastique au Mont Athos.

L'Église orthodoxe insiste sur la neutralité religieuse et philosophique de toute autorité civile et sur l'impossibilité pour l'État de s'immiscer dans les affaires internes de l'Église. En exhortant le pouvoir civil à respecter son organisation interne, l'Église orthodoxe se dit en même temps prête à collaborer avec l'État dans les questions sociales. L'Église respecte le principe de la laïcité d'un État, mais trouve inacceptable qu'il soit interprété comme «le bannissement radical de la religion de toutes les sphères de la vie du peuple, comme l'interdiction pour les organisations religieuses de prendre part dans la résolution des problèmes sociaux» (*Doctrines sociale III, 3*).

Malheureusement, c'est ainsi que la laïcité est comprise par ceux des hommes politiques européens qui tentent de détruire la vie religieuse traditionnelle et de bannir le christianisme de la scène sociale. C'est à cette approche du sécularisme que les Églises orthodoxes doivent s'opposer, en joignant leurs efforts à tous ceux qui défendent les valeurs traditionnelles et le droit des religions de s'exprimer publiquement. Ce n'est qu'ensemble que les confessions traditionnelles pourront supporter l'attaque du sécularisme militant.

*Evêque Hilarion (Alfeyev)*